

ÉCOLE NATIONALE VÉTÉRINAIRE D'ALFORT

Année 1927

N° 22

---

THÈSE

POUR LE

DOCTORAT VÉTÉRINAIRE

(DIPLOME D'ÉTAT)

*Soutenue devant la Faculté de Médecine de Paris en 1927*

PAR

COURBET PIERRE

Né le 18 Novembre 1904, à ANGERS (Maine-et-Loire)

---

ASSURANCE CONTRE LA MORTALITÉ DU BÉTAIL

(ÉQUIDÉS — BOVIDÉS)

---

Influence des Maladies contagieuses

SUR

l'Évolution et la Forme de cette Assurance

---

JURY { *Président* : M. BALTHAZARD, professeur à la Faculté de Médecine,  
          { *Assesseurs* { M. ROBIN  
                          { M. DECHAMBRE } professeurs à l'École Nationale Vétérinaire d'Alfort.

---

P. MACRON

IMPRIMERIE DES ASSUREURS

25, Rue Henri-Monnier - Paris (9°)

## PERSONNEL ENSEIGNANT DE L'ÉCOLE VÉTÉRINAIRE D'ALFORT

---

*Directeurs honoraires* : MM. P.-J. CADIOT et H. VALLÉE.

*Directeur* : M. E. NICOLAS.

*Professeurs honoraires* : MM. G. BARRIER, P.-J. CADIOT, A. RAILLIET,  
H. VALLÉE.

### PROFESSEURS

|                                                                                                                                   | MM.        |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| Anatomie descriptive des mammifères domestiques .                                                                                 | BRESSOU.   |
| Physiologie, thérapeutique générale, matière médicale . . . . .                                                                   | MAIGNON.   |
| Physique, et chimie médicales, toxicologie, pharmacie . . . . .                                                                   | NICOLAS.   |
| Parasitologie et maladies parasitaires, clinique; histoire naturelle médicale . . . . .                                           | HENRY.     |
| Pathologie médicale des équidés et des carnassiers, clinique; sémiologie et propédeutique, jurisprudence . . . . .                | ROBIN.     |
| Pathologie chirurgicale des équidés et des carnassiers, clinique; anatomie chirurgicale, médecine opératoire et ferrure . . . . . | COQUOT.    |
| Pathologie bovine, ovine, caprine, porcine et aviaire, clinique; médecine opératoire, obstétrique.                                | MOUSSU.    |
| Histologie et embryologie, anatomie pathologique, inspection des denrées alimentaires; autopsies .                                | PETIT.     |
| Pathologie générale et microbiologie, maladies microbiennes et police sanitaire, clinique . . . . .                               | PANISSET.  |
| Hygiène et agronomie; zootechnie et économie rurale . . . . .                                                                     | DECHAMBRE. |

### CHEFS DE TRAVAUX

|              |                |
|--------------|----------------|
| MM. DELMER.  | MM. MONVOISIN. |
| LEBLOIS.     | MOUSSU (R.).   |
| LESBOUYRIES. | VERGE.         |

La Faculté de Médecine et l'Ecole Vétérinaire déclarent que les opinions émises dans les dissertations qui leur sont présentées, doivent être considérées comme propres à leurs auteurs et qu'elles n'entendent leur donner ni approbation, ni improbation.

**INFLUENCE**

**DES MALADIES CONTAGIEUSES**

**SUR**

**l'Évolution et la Forme de cette Assurance**

---



ÉCOLE NATIONALE VÉTÉRINAIRE D'ALFORT

Année 1927

N° 22

---

THÈSE

POUR LE

DOCTORAT VÉTÉRINAIRE

(DIPLOME D'ÉTAT)

*Soutenue devant la Faculté de Médecine de Paris en 1927*

PAR

COURBET PIERRE

Né le 18 Novembre 1904, à ANGERS (Maine-et-Loire)

---

ASSURANCE CONTRE LA MORTALITÉ DU BÉTAIL

(ÉQUIDÉS — BOVIDÉS)

---

Influence des Maladies contagieuses

SUR

l'Évolution et la Forme de cette Assurance

JURY { *Président* : M. BALTHAZARD, professeur à la Faculté de Médecine.  
          { *Assesseurs* { M. ROBIN  
                          { M. DECHAMBRE } professeurs à l'École Nationale Vétérinaire d'Alfort.

---

P. MACRON

IMPRIMERIE DES ASSUREURS

25, Rue Henri-Monnier - Paris (9°)

# PERSONNEL ENSEIGNANT DE L'ÉCOLE VÉTÉRINAIRE D'ALFORT

*Directeurs honoraires* : MM. P.-J. CADIOT et H. VALLÉE.

*Directeur* : M. E. NICOLAS.

*Professeurs honoraires* : MM. G. BARRIER, P.-J. CADIOT, A. RAILLIET,  
H. VALLÉE.

## PROFESSEURS

|                                                                                                                         | MM.        |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| Anatomie descriptive des mammifères domestiques                                                                         | BRESSOU.   |
| Physiologie, thérapeutique générale, matière médicale                                                                   | MAIGNON.   |
| Physique, et chimie médicales, toxicologie, pharmacie                                                                   | NICOLAS.   |
| Parasitologie et maladies parasitaires, clinique; histoire naturelle médicale                                           | HENRY.     |
| Pathologie médicale des équidés et des carnassiers, clinique; séméiologie et propédeutique, jurisprudence               | ROBIN.     |
| Pathologie chirurgicale des équidés et des carnassiers, clinique; anatomie chirurgicale, médecine opératoire et ferrure | COQUOT.    |
| Pathologie bovine, ovine, caprine, porcine et aviaire, clinique; médecine opératoire, obstétrique.                      | MOUSSU.    |
| Histologie et embryologie, anatomie pathologique, inspection des denrées alimentaires; autopsies                        | PETIT.     |
| Pathologie générale et microbiologie, maladies microbiennes et police sanitaire, clinique                               | PANISSET.  |
| Hygiène et agronomie; zootechnie et économie rurale                                                                     | DECHAMBRE. |

## CHEFS DE TRAVAUX

MM. DELMER.

LEBLOIS.

LESBOUYRIES.



MM. MONVOISIN.

MOUSSU (R.).

VERGE.

La Faculté de Médecine et l'Ecole Vétérinaire déclarent que les opinions émises dans les dissertations qui leur sont présentées, doivent être considérées comme propres à leurs auteurs, et qu'elles n'entendent leur donner ni approbation, ni improbation.

*A mon père et à ma mère*

*A mon oncle et à ma tante*

*A tous mes parents et amis.*



# **A mes Maîtres**

## **de l'Ecole Vétérinaire d'Alfort**

---

**A mon Président de thèse, M. le professeur BALTHAZARD.**

Qui a bien voulu nous faire l'honneur d'accepter la présidence de notre thèse.

**A M. le professeur ROBIN.**

Pour les conseils qu'il nous a prodigués, et que nous tenons à remercier tout particulièrement.

**A M. le professeur DECHAMBRE.**

Nous lui sommes reconnaissants de l'honneur qu'il nous a fait en acceptant de faire partie de notre jury.

---



## ASSURANCE CONTRE LA MORTALITE DU BETAIL

(équidés — bovidés)

# INFLUENCE DES MALADIES CONTAGIEUSES

## SUR L'ÉVOLUTION & LA FORME DE CETTE ASSURANCE

### PRÉLIMINAIRES

Une assurance quelle qu'elle soit, ne peut se développer que lorsqu'une condition s'est réalisée, une condition pour ainsi dire scientifique : quand le risque à garantir n'est plus une calamité pour la collectivité, quand le risque est fixé, quand le risque est chiffré, quand la courbe des pertes ne présente plus que de faibles ondulations.

C'est en vertu de ce principe général en assurances que nous avons complètement éliminé la tuberculose de ce travail.

La garantie des pertes causées par cette maladie peut se présenter sous la forme de l'Assurance des saisies aux abattoirs pour cause de tuberculose. L'exploitation de ce genre d'Assurances par quelques sociétés n'est pas une raison suffisante pour permettre de croire à sa possibilité rationnelle en France. Tant que l'action récursoire (1) pourra s'exercer sur l'exploitant avec ses conséquences définies dans les règlements actuels sur la Police Sanitaire, l'assurance des saisies pour cause de tuberculose ne sera possible, pratiquement, que dans le cas tout à fait spécial de la garantie mutuelle réalisée par un petit cercle d'intéressés honnêtes, se connaissant bien, ayant limité strictement la nature et les circonstances de la garantie.

Exploitée par des Sociétés Commerciales ou des Mutuelles Commercialisées, l'assurance des saisies pour cause de tuberculose ne peut être qu'une source de déboires et pour les assurés et pour les Sociétés.

---

(1) L'action récursoire il est vrai ne peut s'exercer sur l'exploitant que si une convention a été établie entre le boucher et l'acheteur intermédiaire, mais normalement cette convention existe toujours.

Où la garantie sera entourée de restrictions nombreuses qui la rendront sans effet pour l'assuré ; ou la Société sera sous la menace constante de sinistres pouvant être provoqués régulièrement à chaque instant par les assurés. Il est si facile de révéler avec certitude l'existence de la tuberculose chez les animaux vivants.

Voilà pourquoi le risque Tuberculose peut être considéré comme inassurable actuellement. (1).

Toutes les autres maladies des équidés et des bovidés réputées contagieuses par la loi du 21 juin 1898 seront envisagées. Nous étudierons leur influence sur l'Assurance contre la Mortalité chez ces mêmes espèces, en prenant pour guide le plan suivant :

## PREMIÈRE PARTIE

*Influence des Maladies Contagieuses sur l'Evolution de l'Assurance contre la Mortalité du Bétail.*

- a) Historique de l'Assurance,
- b) Causes ayant empêché le développement de l'Assurance,
- c) Causes rendant possible l'Assurance.

## DEUXIÈME PARTIE

*Influence des Maladies Contagieuses sur la forme de l'Assurance contre la Mortalité du Bétail.*

- a) Les Mutuelles Locales,
- b) La Réassurance des Mutuelles Locales,
- c) Les Sociétés d'Assurances.

## CONCLUSION

---

(1) Les maladies contagieuses non citées dans la loi du 21 Juin 1898 telles que : la piroplasmose du bœuf, l'anémie pernicieuse du cheval, l'entérite chronique hypertrophiante du bœuf ... etc... seront écartées également, les unes comme ne présentant pas un caractère de contagiosité suffisant, les autres comme trop spéciales à certaines régions. Ces manquements de propagation dans le temps ou dans l'espace les empêchant en effet d'exercer une action imprévue sur le taux de la mortalité.

PREMIÈRE PARTIE

---

**Influence des Maladies Contagieuses**

**sur**

**l'Évolution de l'Assurance**

**contre la Mortalité du Bétail.**

---



# Historique de l'Assurance contre la Mortalité du Bétail

---

Dans les ténèbres du passé, l'Assurance contre la Mortalité du Bétail primitive nous apparaît sous la forme simple, telle que nous pouvons la concevoir aujourd'hui.

Elle est d'origine hébraïque; quand, parmi les âniers réunis en caravane, l'un d'eux venait à perdre un animal, sans qu'il y ait eu faute ou négligence de sa part, disent les recueils de lois et les traditions juives, il lui était rendu un âne aux frais de la masse commune.

Cette réparation devait se faire en nature et jamais en argent.

Les commentateurs du Talmud expliquent cette restriction, en disant, que l'ânier qui aurait été dédommagé en argent, n'ayant plus qu'un animal au lieu de deux, n'aurait plus autant d'intérêt à faire bonne garde que par le passé.

Ce fait est signalé dans le Bulletin de l'Institut International Agricole de Rome.

En Europe, les premières organisations d'assurance contre la mortalité du bétail font leur apparition en Islande vers l'an 870 de notre ère.

L'assuré n'avait droit à aucune indemnité à moins d'avoir perdu au moins 25 % de la valeur totale de son troupeau. Toute perte au-dessus de cette proportion était supportée par lui-même jusqu'à concurrence de 50 % et nous trouvons dans les sagas scandinaves les dispositions de la plupart des sociétés modernes d'assurances bétail.

Dans la première quinzaine qui suivait la cessation des ravages de la maladie, on constituait un comité de Dispatches. Le réclamant faisait ses déclarations sous serment et l'usage voulait qu'il garde et présente les peaux des animaux comme preuve du montant de la perte.

En Allemagne, il existait, dès le xii<sup>e</sup> siècle, des associations d'assurance bétail basées sur le principe de la Mutualité. Elles étaient connues sous les noms suivants : Kuhkassen, Kuhluden, Kuhgilden.

Plus tard, l'assurance du bétail fut particulièrement favorisée par Frédéric le Grand. On relate la promulgation, en date du 29 novembre 1765, d'une loi portant création, dans chacun des districts de la Silésie, sous la direction du Gouvernement, d'associations d'Assurances Mutuelles du Bétail. Tous les propriétaires de bétail étaient obligés d'y participer. Un amendement à la même loi, en date du 13 février 1783, étendit l'assurance à la perte du bétail causée par l'incendie et par la foudre. Les indemnités payées étaient de dix thalers par bœuf et de dix thalers par vache.

Une organisation analogue existait à la fin du xviii<sup>e</sup> siècle dans la Frise Orientale et dans la principauté de Schieder.

Au début du xix<sup>e</sup> siècle, les principautés de Anhalt, Dessau, Gothen, Bernbourg instituèrent un office commun d'assurance du bétail contre les épizooties.

Un office du même genre fut institué en vertu d'une loi en date du 9 septembre 1820 dans la principauté de Waldek et il fonctionna jusqu'en 1853.

Mais ces essais d'assurances officielles ne paraissent pas avoir rempli leur but car le Gouvernement prussien refusa de rendre l'assurance obligatoire pour tous les propriétaires de bétail.

Par contre, le Gouvernement favorisa de toute manière l'assurance privée comme cela ressort nettement d'un projet publié en décembre 1799 par la Chambre Prussienne de la Guerre et des Domaines.

Dans le Grand Duché de Bade, en 1834, le baron d'Ellrichshausen, président de l'Association des Agriculteurs, avait proposé que dans les pays où le bétail était le plus sujet aux épizooties, l'on fondât des caisses locales de prêts pour secourir les propriétaires de bétail frappés par le sinistre. Cependant lors des années où les dommages subis étaient plus

graves et plus fréquents que d'ordinaire, ces caisses réussissaient rarement à obtenir des agriculteurs des contributions suffisantes pour faire face à toutes les demandes de prêts, ou bien elles se trouvaient réduites à fixer un taux d'intérêt si élevé, que, pour beaucoup d'agriculteurs, c'était un taux prohibitif.

Ce n'est que vers 1840 qu'apparaissent de vraies entreprises d'assurance, organisées sous forme de sociétés mutuelles.

En Angleterre et dans le Pays de Galles, les sociétés de village pour l'assurance des bêtes bovines (cow-clubs) existent depuis longtemps. On en connaît 46 qui furent fondées avant 1860 et qui, par conséquent, sont en activité depuis plus de 60 ans. La plus ancienne société connue, le « Cow-Club de Mawdeslay », dans le Lancashire, fut fondée en 1807.

En Hollande, l'Assurance contre la Mortalité du Bétail constitue la branche la plus importante de l'Assurance Agricole. Elle a surtout pris un développement marqué à partir de 1880. Toutes les associations sont fondées par l'initiative privée et ne reçoivent aucune subvention de l'Etat; elles ne sont groupées en fédération que depuis peu.

En Suède, la création des Sociétés d'Assurances de Bétail remonte au commencement de la seconde moitié du siècle passé.

Au Portugal, c'est en 1865 que fut créée à Angra do Heroísmo, dans les Açores, la première « Société de Bienfaisance pour la perte du Bétail ».

Peu après se fondèrent les Sociétés d'Oleiros, Amiévia, Alvaro, Isna, Castella Branco, Chamusca, Verride, Santo-Varàs, Penella, Maiorca, Montemor-o-Velho plusieurs autres dans le district de Coïbre et, plus tard, celle de Povolide (Portugal). Ce sont des sociétés rudimentaires dont la constitution varie de localité à localité. Celle de Montemor-o-Velho mérite une mention spéciale. Elle est placée dans la catégorie des institutions municipales, comme « Sociedade de Lavoura ». Elle est comprise dans l'article 82 du Code municipal, qui dit :

« Lorsque le Conseil municipal aura décidé la création de quelque Sociedade de Lavoura, il publiera sa résolution par le moyen d'affiches déclarant que font partie de la Société tous les Cavradores qui possèdent au moins une paire de bœufs, quelle qu'en soit la valeur, à l'exception de ceux qui, dans le délai de vingt jours, demanderont au Conseil municipal de ne pas en faire partie. »

En France, les plus anciennes associations contre la Mortalité du Bétail sont les consorces des Landes. Plusieurs de celles-ci sont plus que centenaires. On fait remonter leur création au milieu du <sup>xvii</sup><sup>e</sup> siècle. D'après le Comte de Rocquigny, leur principe primitif était le suivant :

Les Cotises ou Consorces constituent l'une des plus anciennes applications de la Mutualité dans l'Agriculture, de même que les Fruitières de la Franche-Comté, y sont la première application du principe coopératif. Elles se forment soit par acte sous seing privé, soit par acte notarié : on en compte jusqu'à trois ou quatre dans une même commune.

Elles ont pour objet de couvrir les pertes occasionnées par les maladies ou les accidents qui frappent les bœufs de travail, vaches laitières, animaux à l'engrais, chevaux... etc., formant autant de catégories distinctes pour le règlement des indemnités. L'administration est aussi simple que possible. Les sociétaires ne versent pas de cotisation préalable : en cas de perte d'un animal, sa valeur est estimée, et, à la fin du semestre, le sociétaire sinistré reçoit l'indemnité qui lui est due, chacun des membres de l'association ayant à en payer sa part, proportionnelle à la valeur totale de ses animaux assurés.

Le Moyen Age lui-même connaissait cette sorte d'association, puisque l'ancienne confrérie de la Nativité de Notre-Dame, établie dans l'église de Saint-Pierre-lès-Dax, et rajeunie en 1553, porte formellement dans le neuvième article de ses statuts :

« Item si aulcun bestial gros se meurt dans la cour ou heyriaux de aulcuns desd. confraires par cas fortuit, led. abbé

sera teneu, s'il en est requis, mander ausd, confraires ou une partie d'ilceulx pour ayder à ensepvelir led. bestail mort, éviter à maladies contagieuses et infection, et lesd. mandés seront tenus y aller et le secourir à poyne de six ardits. »

(*Foix : Une ancienne confrérie*, p. 7.)

Au xvii<sup>e</sup> siècle, exactement en 1604, le 1<sup>er</sup> septembre, les habitants d'Izosse, près Dax, voyant, lorsque leurs bœufs ou vaches (domptées) périssent, que (les familles s'en trouvent beaucoup incommodées et les pertes qu'ils font peuvent causer leur ruine), trouvent bon de se soulager les uns les autres, et décident de verser pour chaque bête morte trente sols, huit jours après que cette perte arrivera. Le délai expiré, il sera permis au syndic ou abbé de « pignorer » et de faire vendre sur le champ les gages saisis, sans autre forme de procès.

(*Etude de Montfort des Landes.*)

Enfin, le 1<sup>er</sup> septembre 1747, il fut convenu entre les laboureurs d'Urgous (Landes) :

« Si quelqu'un d'eux vient à perdre bœuf ou vache aratoire par maladie, accident ou autrement, les autres promettent de contribuer à proportion des bœufs ou vaches aratoires qu'ils auront, et de fournir leur portion contingente en argent à celluy quy aura souffert lad. perte, pour le remplacement d'icelle, jusqu'à concurrence de 60 livres pour chaque bœuf et de 36 livres pour chaque vache, à quoy le prix de chaque bœuf et vache quy aura péry demeure fixé. S'il arrive un accident comme fracture ou dislocation d'os qui rende led. bétail inutile au labourage, celluy à quy cet accident arrivera sera tenu de le dénoncer dans les vingt-quatre heures aux sindics pour le faire débiter à la boucherie, et s'il ne retire du débit des chairs, compris la valeur du cuir, lad. somme de 60 ou 36 livres, lesdits associés s'engagent d'y suppléer jusqu'à concurrence de l'une ou l'autre. »

Et il faut bien croire que ces associations étaient entrées dans les mœurs, puisque déjà la ruse et la fraude s'y donnaient libre cours. Nous apprenons, en effet, que l'année sui-

vante, par acte notarié du 10 novembre 1748, douze de ces associés résilient leurs engagements parce que, disent-ils :

« Tous ces accidents ne sont que trop arrivés et multipliés, à tel point que plusieurs particuliers ont acheté des bœufs pour 24 livres, qu'ils ont affecté de faire périr afin d'être dans le cas de se faire rembourser les bœufs à 60 livres et les vaches à 36. » (Etude de Samadet, Landes.)

L'idée de l'assurance contre la mortalité du bétail est profondément ancrée dans l'esprit du cultivateur. Lorsque l'assurance n'existe pas, la prévoyance se manifeste tacitement sous forme de secours.

Dans de nombreuses communes, tant en France qu'à l'étranger, si un cultivateur fait abattre une vache malade, les voisins achètent la viande.

Il existait autrefois, en Saône-et-Loire, des confréries de Saint-Isidore, qui étaient des Sociétés de Secours Mutuel en nature, mi-civiles, mi-religieuses, dont le règlement imposait aux membres de s'entraider en cas de maladies ou d'accidents survenus à leurs bestiaux.

« Si l'un de nous, dit un article du règlement, se trouvait avoir des bestiaux malades et que son travail de culture de la terre soit arrêté, il pourra aller demander ceux d'un confrère, sans qu'on puisse lui refuser, sauf le cas d'impossibilité, mais il est expressément défendu à celui qui rend service de rien accepter de son confrère, ni argent, ni boire, ni manger; s'il accepte quelque chose, il ne devra plus être regardé comme un service de confrères qui doivent s'aimer, se soutenir et se respecter dans tous les cas où la bienfaisance et l'amitié doivent nous conduire. »

En cas de perte d'animaux, la confrérie donnait, à titre d'indemnité au propriétaire, les trois quarts du prix estimatif, fixé trimestriellement par une commission spéciale.

Les associations qui viennent d'être signalées avaient le gros inconvénient d'être locales. Les risques étant groupés, ils étaient immédiatement tous atteints en cas d'épizootie.

Ces associations étaient des sociétés de secours mutuel, bien plus que des sociétés d'assurances. Elles convénaien à leur époque. Elles étaient le balbutiement d'une formule dont le <sup>xx</sup>e siècle devait fournir les termes probablement définitifs.

Pour qu'on ait cherché cette formule avec autant de ténacité, il fallait qu'elle représentât pour le propriétaire et pour la nation un intérêt immense. La nécessité de l'assurance n'a pas changé avec l'évolution des siècles. Un cultivateur du <sup>xx</sup>e siècle a autant d'intérêt à garantir son bétail qu'un paysan islandais ou silésien du <sup>xix</sup>e.

Néanmoins, lorsqu'on veut étudier l'assurance du bétail de nos jours, on se trouve en présence de textes difficiles à condenser; car les théories les plus diverses ont été émises, les systèmes les plus variés ont été préconisés.

Quelles sont donc les causes de la difficulté d'extension de l'Assurance contre la Mortalité du Bétail?

---

## CAUSES AYANT EMPÊCHÉ LE DÉVELOPPEMENT DE L'ASSURANCE CONTRE LA MORTALITÉ DU BÉTAIL

---

Comme nous le faisons remarquer à propos de la tuberculose, une assurance, quelle qu'elle soit, ne peut se développer que si une condition s'est réalisée : Lorsque le risque garanti n'est plus une calamité pour la collectivité.

Les risques de mortalité sont très nombreux. Mais, dans le passé, en dehors des maladies habituelles qui constituent, à l'heure actuelle, les causes de mortalité les plus graves, il fallait compter avec les maladies épidémiques. Celles-ci centuplaient les risques.

Comme il n'y avait pas de service sanitaire organisé, ces maladies pouvaient se répandre facilement. Leur diffusion était peut-être un peu moins rapide qu'aujourd'hui, car les

transactions étaient surtout locales et la population animale beaucoup moins dense. Mais, par contre, ces maladies lorsqu'elles s'installaient, devaient régner en maîtresses dans la contrée et ne la quitter qu'après longtemps.

La Science était, en effet, impuissante à les combattre. Les mesures rudimentaires de police sanitaire, si on en prenait, étaient, dans beaucoup d'endroits, inappliquées, car la division de l'autorité, sous l'ancien régime, ne permettait pas l'unité d'action.

Les clos d'équarrissage n'existaient pas, les animaux étaient enterrés sur place. Il se formait ainsi de nouveaux foyers d'infection. L'exemple le plus frappant en est fourni par le rôle des « champs maudits » dans la transmission du charbon.

Pour donner une idée des ravages énormes causés par les maladies contagieuses ayant sévi sur le débaïl dans l'histoire, citons quelques chiffres concernant la peste bovine. Nous les relevons dans la troisième édition de l'ouvrage de MM. Ed. Nocard et E. Leclainche, sur les Maladies Microbiennes des Animaux.

« De temps immémorial, la peste bovine sévit en permanence dans tout l'immense bassin de la mer Caspienne : c'est de ce foyer que partent les épizooties qui, à toutes les époques, ont ravagé l'Europe Occidentale.

« Les hordes conquérantes de l'Orient, toujours attirées vers l'Ouest, apportent avec elles la contagion; dès les premiers temps de l'Histoire, la maladie est mentionnée comme l'un des plus terribles parmi les fléaux de l'invasion.

« Pendant tout le Moyen Age et jusqu'à nos jours, la peste bovine est la conséquence habituelle des guerres européennes. Alors que les luttes ont pour théâtre l'Europe Orientale, la peste envahit la vallée du Danube et elle irradie à la fois vers l'Allemagne, l'Italie et la France. Si la guerre est limitée aux peuples de l'Occident, les armées slaves ou allemandes vont approvisionner leurs parcs avec le bétail des steppes, robuste

et excellent marcheur; avec lui elles apportent inévitablement la contagion. »

De 1709 à 1711, 100.000 bovidés succombent en Silésie; 300.000 dans les Pays-Bas; 70.000 dans le royaume de Naples. Le typhus tue 280.000 animaux au Danemark et 200.000 en Hollande, entre 1745 et 1749.

En 1744, l'Italie est envahie et 40.000 bovins meurent en quelques mois.

Pendant la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, la Hollande perd en une seule année 375.000 têtes de bétail.

Durant la longue période des guerres de la République et de l'Empire, le typhus est disséminé dans toute l'Europe. Buniva rapporte qu'en trois années l'Italie perdit de 3 à 4 millions de bovidés.

Pendant la période d'accalmie qui suit ces longues luttes, la peste bovine reste cantonnée dans l'est de l'Europe, grâce à l'énergie du Gouvernement prussien.

A partir de ce moment, la propagation par les relations commerciales, tout exceptionnelle jusque vers la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, va devenir de plus en plus menaçante, en raison de l'extension des relations internationales et des progrès réalisés par les industries de transport.

En 1865, nous retrouvons le typhus en Angleterre, apporté par une cargaison de bétail expédié du port de Revel, dans la Baltique. La peste coûte à l'Angleterre 500.000 têtes de bétail et plus de 100 millions de francs.

Une fois encore la peste pénètre en France en 1870-1871, avec les armées allemandes; elle s'étend librement sur la moitié des départements français; les statistiques, d'ailleurs très incomplètes, accusent une perte de plus de 100.000 têtes, évaluées à 25 millions de francs. Signalons enfin, pour être complets, l'épidémie qui sévit en Belgique en 1922.

C'est probablement sous l'impression produite par l'épidémie qui avait dévasté les étables au lendemain de l'année terrible, que M. Magne, directeur de l'Ecole d'Alfort, prétendait, en 1873, qu'il était impossible d'assurer le bétail sur des bases

rationnelles. L'opinion d'un homme aussi éminent ne pouvait être basée que sur des raisons absolument sérieuses, et il est certain que M. Magne, en émettant cette idée, considérait avec effroi les ravages produits par toutes les maladies contagieuses et les moyens encore bien faibles que la science donnait aux vétérinaires pour lutter contre elles. En effet, si les nombreuses épidémies étaient un obstacle absolu à l'assurance contre la mortalité, l'absence de traitement ou de prophylaxie, ainsi que le défaut de vétérinaires pour les appliquer en étaient un autre non moins grand.

Comme nous le montre L. Moulé, historiographe distingué de la Médecine Vétérinaire, on ne s'occupa vraiment des maladies contagieuses des animaux qu'à partir de la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, époque de la fondation des premières écoles vétérinaires. C'est ainsi que Voltaire écrivait, de Fernay, à Bourgelat, le 18 mars 1775 :

« Mes maladies continuelles, Monsieur, m'ont empêché de vous remercier plus tôt du mémoire, utile et digne de vous, que vous avez eu la bonté de m'envoyer. Il y a quatre-vingt et un ans que je souffre et que je vois tout souffrir et mourir autour de moi. Tout faible que je suis, l'agriculture est toujours mon occupation. J'étais étonné, qu'avant vous, les bêtes à cornes ne fussent que du ressort des bouchers, et que les chevaux n'eussent, pour leurs hippocrates, que des maréchaux-ferrants. Les vrais secours manquent dans les pays les plus policés. Vous avez, seul, mis fin à cet approbre si pernicieux.

« Les animaux, nos confrères, méritaient un peu plus de soin, surtout depuis que le Seigneur fit pacte avec eux, immédiatement après le déluge. Nous les traitons, malgré ce pacte, avec presque autant d'inhumanité que les Russes, les Polonais et les moines de Franche-Comté traitent leurs paysans, et que les commis de ferme traitent ceux qui vont acheter une poignée de sel, ailleurs qu'à chez eux.

« Je voudrais qu'on cherchât des préservatifs contre les maladies contagieuses de nos bestiaux, dans le temps qu'ils sont en bonne santé, afin de les essayer quand ils sont malades.

On pourrait alors, sur une centaine de bœufs atteints, éprouver une douzaine de remèdes différents, et on pourrait, raisonnablement, espérer que de ces remèdes il y en aurait quelques-uns qui réussiraient.

« Il y a, dans le moment présent, une maladie contagieuse en Savoie, à une lieue de chez moi. Mon préservatif est de n'avoir aucune communication avec les pestiférés, de tenir mes bœufs dans la plus grande propreté, dans de vastes écuries bien aérées, et de leur donner des nourritures saines.

« La dureté du climat que j'habite, entre quarante lieues de montagnes glacées, d'un côté, et le mont Jura de l'autre, m'a obligé de prendre, pour moi-même, des précautions qu'on ne prend pas en Sibérie. Je me prive de la communication avec l'air extérieur pendant six mois de l'année. Je brûle des parfums dans ma maison et dans mes écuries; je me fais un climat particulier, et c'est par là que je suis parvenu à une assez grande vieillesse, malgré le tempérament le plus faible et les assauts réitérés de la nature.

« Le grand malheur des paysans est d'être imbéciles, et un autre malheur est d'être trop négligés : on ne songe à eux que quand la peste les dévaste, eux et leurs troupeaux; mais, pourvu qu'il y ait de jolies filles d'opéra à Paris, tout va bien. Je vous serai très obligé, Monsieur, de vouloir bien me continuer vos bontés quand vous communiquerez au public des connaissances dont il pourra profiter. »

Nous citons tout à l'heure l'opinion de Magne. Ce qu'il affirmait, en considérant l'étendue des risques auxquels les sociétés auraient dû faire face, n'était donc pas exagéré. On a donc pu dire avec raison, dans le passé, que l'assurance contre la mortalité des chevaux et du bétail ne pouvait être réalisée sur des bases solides.

Quelle mutuelle aurait pu, pratiquement, exister avec la menace de voir le facteur variable de son système équivaloir le capital du risque, puisque ce capital pouvait être totalement détruit chez la totalité des sociétaires?

Comment les assureurs auraient-ils pu songer à couvrir un risque soumis aux aléas qui ont été exposés? Quel eût été le financier assez téméraire pour engager des capitaux pour la garantie d'un risque qui aurait pu, tout d'un coup, engloutir les ressources totales de l'organisme créé.

Mais, à ces obstacles scientifiques qui interdisent le développement de l'Assurance contre la Mortalité d'une façon absolue dans le passé, il faut en ajouter d'autres d'ordre technique, qui retardèrent considérablement son essor dans les temps modernes. Nous voulons parler de l'absence de moyens de communications et de la difficulté de pénétration dans les campagnes.

En effet, avant la bicyclette, l'automobile et le téléphone, à l'exception de ceux qui habitaient les abords immédiats des villes, comment pouvait-on atteindre beaucoup de propriétaires d'animaux? Et, précisément, nous verrons dans la suite que l'Assurance Bétail nécessite des rapports quasi-permanents entre l'assureur et l'assuré.

C'est une barrière qui vient seulement de se lever et qui explique pourquoi, depuis qu'elle est réalisable, l'Assurance contre la Mortalité des animaux ne s'est pas plus répandue.

Il y a encore d'autres raisons : la difficulté d'identifier les animaux, la fraude, la négligence... Mais ce sont là des causes secondaires, et nous ne les citons que pour mémoire. Elles existent plus ou moins dans toutes les Assurances. Elles sont un risque de plus à ajouter à ceux qu'il faut couvrir, car elles naissent avec l'idée d'assurance, et elles ne constituent pas un obstacle que l'on puisse opposer aux faits qui nous font croire en l'avenir de l'assurance contre la mortalité. Ce sont ces faits que nous allons examiner maintenant.

---

## CAUSES RENDANT POSSIBLE

### L'ASSURANCE MORTALITÉ

---

L'assurance des animaux, qui était impossible jadis, est réalisable tout simplement parce que les causes qui la rendaient irréalisable autrefois ont disparu ou se sont atténuées.

Actuellement, les moyens de pénétration dans les campagnes sont nombreux. L'automobile a rendu possible, pour un arrondissement et plus, ce que la bicyclette avait commencé à rendre réalisable pour un petit canton. Une propagande intense peut être faite chez tous les propriétaires d'animaux, et c'est la première condition à réaliser pour que l'Assurance Mortalité soit viable, car, pareillement à toutes les assurances, son succès est fonction du plus grand nombre de ses adhérents. Mais c'est surtout l'administration du portefeuille qui est rendue possible avec un minimum de frais, un seul agent pouvant assurer la surveillance d'une région très étendue.

Et, de son côté, le cultivateur hésitera beaucoup moins à s'assurer, car il n'aura pour ainsi dire plus à se déranger; en effet, n'a-t-il pas le téléphone s'il veut demander quelque chose à son assureur, et le télégraphe s'il survient un sinistre?

Néanmoins, quoique éminemment favorables à l'extension de l'Assurance contre la Mortalité, ces circonstances ne sont quand même que secondaires. Et elles auraient été inutiles si elles n'avaient pas marché de pair avec le grand développement de la médecine des animaux. Des vétérinaires nombreux exercent leur profession dans tous les pays. Les méthodes se sont perfectionnées, des médicaments nouveaux et plus actifs ont été trouvés. Le cultivateur ayant à conserver un capital plus important, étant plus aisé et plus instruit, délaisse la routine et les préjugés et a recours aux vétérinaires. La mortalité a considérablement diminué.

Mais c'est surtout l'obstacle constitué par les maladies contagieuses qui est presque disparu. Et cela pour deux raisons : D'abord grâce à l'apparition et au fonctionnement de la police sanitaire. Ensuite, à cause de la découverte de méthodes de lutttes scientifiques, spéciales à chaque maladie.

La Police Sanitaire est organisée par la loi du 21 juin 1898, qui définit les maladies réputées contagieuses et énonce les grands principes de protection. La loi du 21 juillet 1881 codifie la pénalité en cette matière. Ces deux lois sont complétées par le décret du 6 octobre 1904, portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 21 juin 1898. Le législateur y envisage des mesures communes à toutes les maladies contagieuses et des mesures spéciales à chacune d'elles. Y sont déterminées également les mesures concernant les animaux de l'armée, de l'administration des haras et les animaux amenés ou placés dans les Ecoles Vétérinaires. L'inspection des foires et marchés est réglementée, ainsi que l'organisation des abattoirs et ateliers d'équarrissage. Les conditions de transport des animaux sont fixées. Enfin, un Comité consultatif des Epizooties est institué auprès du Ministre de l'Agriculture.

Ce sont là les règlements qui constituent la Police Sanitaire proprement dite. Quelques autres s'y rattachent étroitement.

Des Conférences Sanitaires Internationales sont réunies. La plus importante est sans contredit celle qui siégea à Paris, du 25 au 28 mai 1921, sous le nom de Conférence Internationale pour l'Etude des Epizooties. Elle se distingue des précédentes tout à la fois par le nombre des Etats adhérents (quarante-deux), qui lui donne presque un caractère mondial, et par ce fait que son programme n'a pas été limité, comme celui des précédentes, à la seule étude des mesures propres à combattre efficacement la peste bovine. La délégation française, à qui le Gouvernement avait laissé le soin d'élaborer le programme, a cru devoir y faire figurer également l'examen des méthodes susceptibles d'enrayer le développement de toutes les autres maladies épizootiques.

Le résultat de tous ces efforts ne s'est pas fait attendre, en particulier dans notre pays.

Il est des maladies dont l'application des seules mesures de Police Sanitaire a amené la disparition en France. Tel est le cas de la Peste Bovine, de la Péri-pneumonie Contagieuse et de la Dourine.

Il en est d'autres pour lesquelles les résultats sont moins parfaits; et la Science a dû venir en aide aux règlements : la Rage, le Charbon Emphysémateux, la Morve et la Fièvre Charbonneuse. Néanmoins, ces maladies ne sont plus à craindre pratiquement que pour une écurie, une ferme ou un groupe limité d'exploitations.

Enfin, il est une dernière affection contre laquelle la Police Sanitaire et la Science ne peuvent encore rien ou à peu près jusqu'ici : la Fièvre Aphteuse. Néanmoins, cette maladie ne constitue pas un obstacle à l'Assurance contre la Mortalité du Bétail.

Aucune méthode de traitement prophylactique ou curatif n'est encore bien au point. Des systèmes proposés, aucun n'est vraiment pratique et sûr, comme ceux cités à propos des maladies précédentes.

Quant à la Police Sanitaire en cette matière, son utilité est des plus discutées. Beaucoup lui reprochent de retarder simplement la diffusion de la maladie et de faire durer les épizooties plus longtemps. Et d'autres l'accusent, non sans raison, d'entraver injustement la liberté du commerce.

Sans prendre parti dans la discussion à ce point de vue, nous dirons simplement que les règlements sanitaires concernant la Fièvre Aphteuse sont une des causes qui font que cette maladie n'est pas un obstacle à l'Assurance Mortalité.

En effet, si la loi ne réussit qu'à ralentir la contagion dans l'espace et à prolonger la transmission dans le temps, n'est-ce pas pour le plus grand bien de l'Assurance?

De toute façon, vu l'impuissance de la science, tous les animaux, ou à peu près, seront atteints. Le désastre serait que tous fussent frappés ensemble et dans un temps très court. Or, avec la Police Sanitaire actuelle, les aggloméra-

tions sont envahies les unes après les autres, et souvent à des intervalles assez éloignés. Donc l'assurance est possible.

Mais ce n'est là qu'une des raisons qui rendent l'Assurance Mortalité réalisable en l'état de nos moyens de lutte contre la Fièvre Aphteuse. Il y en a d'autres qui tiennent à la nature de la maladie. La Fièvre Aphteuse est rarement mortelle. Et, si, par suite de lésions secondaires trop graves, rendant la conservation de l'animal atteinte onéreuse, on est forcé de l'abattre, on peut toujours, quand l'opération est faite à temps, en tirer un bon prix pour la boucherie.

Donc, même en cas d'absence des règlements sanitaires actuels, une Assurance contre la Mortalité bien organisée n'aurait pas à supporter, du fait d'une épidémie de Fièvre Aphteuse, des charges suffisamment accablantes pour amener sa ruine. Il ne faut pas oublier non plus que cette affection est la seule maladie contagieuse qui est restée vraiment capable de se répandre sur une grande échelle. Il y a, pour garantir les risques qu'elle peut causer, la base d'opérations solides, constituée par la suppression presque complète de toutes les autres maladies similaires.

Nous pouvons donc conclure que le risque d'épidémie n'est plus un danger pour la collectivité, mais il n'en reste pas moins un danger considérable pour le propriétaire pris isolément. Et c'est ce qui permet de garantir le risque de maladies contagieuses.

Le Risque de Maladies Contagieuses est aujourd'hui fixé, on peut le chiffrer. Donc, on peut l'assurer. Il ne représente plus un obstacle, mais simplement une difficulté.

Reste à voir quels ont été les systèmes employés pour la vaincre. Nous suivrons, pour les examiner, l'ordre chronologique. Et, pour cela, nous commencerons par le premier apparu : Le Système des Mutuelles Locales.

---

## DEUXIÈME PARTIE

---

**Influence des Maladies Contagieuses**

**sur la**

**forme de l'Assurance**

**contre la Mortalité du Bétail.**

---



## LES MUTUELLES LOCALES

---

Nous avons vu que les premières Sociétés d'Assurances contre la Mortalité des animaux domestiques étaient toutes des Mutuelles.

Les principaux éléments présidant à la constitution et au fonctionnement de ces sociétés et les conditions qu'elles doivent remplir pour participer aux encouragements de l'Etat ont été condensés dans une notice officielle que nous croyons devoir reproduire in extenso :

« Aux termes de la loi du 4 juillet 1900, les Sociétés ou Caisses d'assurances mutuelles agricoles qui sont gérées et administrées gratuitement, qui n'ont en vue et qui, en fait, ne réalisent aucun bénéfice, sont affranchies des formalités prescrites par la loi du 24 juillet 1867 et par le décret du 28 janvier 1868, relatifs aux Sociétés d'Assurances, et peuvent se constituer, avec le minimum de formalités et sans frais, d'après les règles édictées par la loi du 21 mai 1884 pour la création des syndicats professionnels.

Ainsi créées, ces sociétés sont exemptées de tous droits de timbre et d'enregistrement autres que le droit prévu par l'article 19 de la loi du 31 décembre 1917.

Elles ne peuvent se placer sous le régime de la loi du 4 juillet 1900 qu'à la condition expresse d'assurer exclusivement des risques agricoles.

Les Caisses sont constituées dès que les statuts approuvés par l'Assemblée générale des associés ont été déposés en double exemplaire à la mairie du siège, en même temps que la liste en double des Administrateurs, Directeurs et Sociétaires. Le Maire doit donner un récépissé du dépôt de ces pièces.

Les Caisses d'assurances mutuelles agricoles peuvent obtenir des subventions de l'Etat. Ces subventions sont de deux sortes :

1° Subventions de « premier établissement », allouées aux Sociétés en voie de formation dans le cours de la première année de fonctionnement, pour leur permettre de faire face à leurs frais d'organisation et de se constituer un premier fonds de réserve;

2° Les subventions dites de « pertes », allouées aux Sociétés en plein fonctionnement, qui, au cours des exercices précédents, ont subi des pertes anormales. Ces subventions ont pour but de les aider à reconstituer leur fonds de réserve.

Voici quelles sont les pièces à produire pour l'obtention d'une subvention, et les conditions spéciales aux Sociétés qui sollicitent le concours de l'Etat :

A. — *Société en voie de formation :*

1° Une demande adressée au Ministre de l'Agriculture définissant le but de la Société;

2° Deux exemplaires des statuts et règlements;

3° Un certificat délivré par le Maire de la commune indiquant la date exacte de la création de l'association et constatant que les dépôts prescrits par la loi de 1884 ont été effectués;

4° La liste des Administrateurs;

5° La liste des Sociétaires avec la valeur du capital assuré et le nombre de têtes de bétail.

B. — *Sociétés en plein fonctionnement :*

1° Une demande au Ministre de l'Agriculture indiquant les motifs qui obligent la société à solliciter une nouvelle subvention;

2° Un exemplaire des statuts;

3° La liste des Administrateurs;

4° Les comptes financiers définitifs, distincts et détaillés de la Société par exercice du 1<sup>er</sup> janvier précédant la date de l'allocation de la dernière subvention déjà accordée au 31 décembre précédant la nouvelle demande.

Ces comptes doivent donner le détail complet (tant en recettes qu'en dépenses), par exercice, de toutes les opérations effectuées par la Société, ils doivent tenir compte notamment de l'avoir de la Société (fonds en caisse et fonds placés) au 1<sup>er</sup> janvier, de l'encaissement des subventions de l'Etat, du produit des dépouilles, des allocations versées, s'il y a lieu, par la réassurance, et présenter, au 31 décembre, la situation financière exacte de l'association (fonds en caisse et fonds placés);

5° Un état résumant les opérations effectuées respectivement par exercice :

- a) Nombre de membres;
- b) Valeur du capital assuré;
- c) Nombre de têtes de bétail assurées;
- d) Montant des cotisations perçues;
- e) Montant des pertes subies;
- f) Montant des indemnités allouées;
- g) Rapport entre les pertes et les indemnités;

6° Un certificat attestant que la Société est réassurée;

7° Une note indiquant les sommes versées par la Société à la réassurance et le montant de la participation de la réassurance aux pertes subies par la Société.

Tous ces documents doivent être adressés au Ministère de l'Agriculture par l'intermédiaire des Préfets.

« Toutes les sociétés régulièrement constituées, fonctionnant gratuitement et ne poursuivant d'autre but que l'assurance mutuelle proprement dite, peuvent recevoir des encouragements de l'Etat, quel que soit leur mode de fonctionnement.

Toutefois, par le fait qu'elles sollicitent le concours de l'Etat, elles doivent se conformer à certaines prescriptions que l'Administration considère comme les garanties essentielles d'un fonctionnement normal, et qui figurent dans les

statuts-types, notamment en ce qui concerne l'admission et le recrutement des sociétaires; le taux des cotisations; les indemnités à verser aux sinistrés; le placement des fonds; la répartition de l'actif social en cas de dissolution.

D'autre part, en exécution d'une décision ministérielle du 8 août 1918, prise pour tenir compte d'une résolution votée par la Chambre des députés dans sa séance du 27 janvier 1913, elles ne peuvent recevoir de subvention que si elles sont réassurées.

Si les statuts de la Société ne sont pas conformes aux statuts-types, ils doivent être soumis à l'approbation du Ministre de l'Agriculture.

La Société doit, en outre, avoir un nombre minimum de sept adhérents assurés, si sa circonscription s'étend sur une seule commune, de vingt-cinq si elle est intercommunale, de cinquante si elle est cantonale, et de cent si elle englobe plusieurs cantons.

Toute société d'assurances mutuelles contre la mortalité du bétail qui se créerait dans une commune où il existe déjà une société garantissant les mêmes risques et ayant bénéficié des encouragements financiers de l'Etat, ne pourra recevoir de subvention qu'après avoir fait la preuve qu'il a été impossible à ses membres d'adhérer à la Société préexistante et qu'à la condition d'exiger de ses adhérents des primes au moins égales à celles de cette société. En aucun cas, il ne pourra y avoir plus de deux mutuelles dans la même commune pour un même risque. »

La législation, éminemment favorable, qui régit les mutuelles bétail a favorisé l'éclosion de ces dernières.

Elles étaient 1.469 en 1897 et au nombre de 10.212 au 31 décembre 1921. C'est là le maximum enregistré par les statistiques officielles. En effet, en 1922 nous n'en trouvons plus que 6.995 et, en 1923, nous en comptons 7.192.

Le Rapport au Président de la République sur le fonctionnement des Sociétés d'Assurances Mutuelles agricoles en 1923, auquel nous empruntons ces chiffres, explique ainsi la

chose : jusqu'en 1921, le tableau comprenait toutes les sociétés ayant bénéficié à un moment donné des subventions de l'Etat. Pour 1922 et 1923, on fait connaître les indications recueillies pour l'ensemble des sociétés recensées, qu'elles reçoivent ou non des subventions. Les totaux concernant les sociétés recensées se trouvent inférieurs à ceux des sociétés subventionnées, soit parce qu'un certain nombre de caisses ont omis leur déclaration au moment du recensement, soit parce que les chiffres fournis antérieurement pour les caisses subventionnées comprenaient des sociétés dont la disparition n'avait pas été notifiée à l'administration.

Cependant, bien que le nombre des mutuelles s'accroisse chaque année, et que les efforts soient faits de toutes parts pour améliorer les conditions de leur fonctionnement, il faut reconnaître que certaines d'entre elles se trouvent dans une situation financière précaire et ne subsistent que grâce à d'importantes subventions.

Il est un point sur lequel les spécialistes du risque Mortalité du Bétail sont d'accord : c'est la nécessité de constituer des Caisses locales à faible rayon, à circonscriptions communales autant que possible. Cette organisation de l'Assurance Bétail permet seule aux sociétaires d'exercer le contrôle permanent de toutes les opérations. Aussi la trouvons-nous à la base de l'immense majorité des institutions départementales et, si, dans certaines régions, on a dû, en raison des difficultés de gestion, créer des locales à grand rayon — s'étendant parfois sur tout un canton — ce système ne peut fonctionner d'une manière satisfaisante qu'avec une subdivision en sections communales assurant le contrôle réciproque des adhérents, car les fraudes sont toujours possibles quand les assurés ne se connaissent pas ou sont éloignés les uns des autres.

En regard des avantages qu'elle présente, la Caisse locale à faible rayon offre l'inconvénient de ne pas opérer une répartition suffisante des risques. Une épidémie ou même une série d'accidents peut tarir brusquement ses ressources et la mettre dans l'impossibilité de remplir ses engagements. En un mot, elle ne permet pas l'Assurance des Maladies Contagieuses.

Le remède à cette situation, c'est la Réassurance, et seule la Réassurance permet aux mutuelles locales de garantir le risque de Maladies Contagieuses.

---

## LA RÉASSURANCE DES MUTUELLES LOCALES

---

Les bases de la Réassurance des Mutuelles locales ont été jetées, il y a une trentaine d'années, par M. le Comte de Rochiquigny, qui s'est consacré à l'Assurance contre la Mortalité du Bétail avec une ardeur d'apôtre. Il préconisait l'organisation à trois degrés. Son rêve est aujourd'hui réalisé.

Le premier degré est représenté par les Mutuelles locales à court rayon.

Le second, c'est le groupement des locales en Caisses Départementales ou régionales, ayant une circonscription assez vaste pour assurer une grande division des risques, mais réunissant des contrées assez homogènes pour que le fonctionnement des Caisses Fédérées ne soit pas trop dissimblable, ni leur surveillance trop difficile.

Les caisses de Réassurance ainsi constituées sont susceptibles de fournir une assiette solide à l'assurance mutuelle contre la Mortalité du Bétail.

Dans leur circonscription, le fonctionnement de l'assurance devient normal et il semble qu'il n'y aurait pas lieu d'établir, pour ces institutions, une liaison intime en vue d'accroître encore la division des risques, si les maladies contagieuses, par leur rapide évolution et la gravité de leurs effets, ne pouvaient occasionner des pertes exceptionnelles, susceptibles de mettre en péril les plus solides d'entre elles.

En effet, si comme nous l'avons vu le risque d'épidémie n'est plus un danger pour un pays entier, il n'en peut pas moins constituer quelquefois une menace grave pour une région : un département par exemple.

De cette nécessité de créer un soutien mutuel entre les caisses de réassurance départementales ou régionales est née la

Caisse Nationale de Réassurances Mutuelles Agricoles qui, par le nombre de ses filiales, par la diversité des risques qu'elle groupe, par l'importance des capitaux qu'elle met en jeu, réalise bien le troisième degré de M. de Rocquigny.

Théoriquement, le problème de l'Assurance contre la Mortalité du Bétail par les Mutuelles locales se trouve ainsi résolu par la Réassurance à deux degrés. Dans la pratique, les choses se présentent sous un jour moins favorable.

La Réassurance des diverses Caisses se heurte à des difficultés tenant, d'une part, à l'extrême diversité des modalités adoptées pour leur fonctionnement et, d'autre part, — il faut l'avouer — à l'insuffisance des primes.

En l'absence de données statistiques certaines, leurs promoteurs ont agi, à l'origine, d'après leur propre inspiration, ou suivant les exigences du milieu. En général, ils ne se sont pas préoccupés d'appliquer le procédé scientifique de la réassurance.

Ils ont jugé suffisant, faute d'une documentation précise, de constituer un fonds commun de compensation ou de secours, alimenté par des contributions spéciales, en vue de venir en aide aux Mutuelles locales et de leur permettre d'indemniser les sinistres en toutes circonstances.

Le type le plus communément adopté est le suivant :

La Caisse de Réassurance reçoit de toutes les Mutuelles affiliées une prime proportionnelle au capital assuré. Si, dans le cours d'un exercice, le montant des sinistres est inférieur à 1 %, la Mutuelle locale ne reçoit aucun secours de la Caisse de Réassurance. Si le chiffre des sinistres dépasse 1 %, cette dernière intervient et prend à sa charge le montant total des pertes qui excède ce taux.

Ce système d'opérations ne constitue pas une véritable réassurance. S'il séduit au premier abord par sa simplicité, il présente de très sérieux inconvénients. Qu'arrive-t-il, en effet, dans la pratique quand les sinistres à la charge de la locale ont atteint 1 % ? Celle-ci n'a plus rien à perdre. Elle n'a plus intérêt à réduire les indemnités par une surveillance rigoureuse et une complète utilisation des dépouilles. Elle peut

laisser aggraver les risques sans en supporter les conséquences. En un mot, elle peut se désintéresser, et elle se désintéresse le plus souvent de l'organisation mutuelle.

Le système est donc favorable aux locales à forte mortalité et préjudiciable à la Réassurance. Comme, d'autre part, les locales chez lesquelles les sinistres n'atteignent pas le point d'intervention de la Caisse régionale versent continuellement à la Réassurance sans recevoir la moindre indemnité, elles ne sont pas encouragées à faire preuve de conscience dans leur gestion, et la pensée leur vient, fatalement, que les sacrifices consentis annuellement par elles sans avantages, profitent surtout aux Caisses négligentes ou à mortalité élevée. Petit à petit, elles sont incitées, soit à fonctionner avec leurs propres moyens, ce qui peut les mettre en péril, soit à se montrer moins sévères dans le règlement des sinistres, ce qui nuit à l'ensemble de l'institution.

Rien d'étonnant, dans de telles conditions que les Caisses de secours, comme le démontre l'examen de leur situation financière, ne puissent faire face à leurs engagements qu'à l'aide des subventions de l'Etat.

La Caisse Nationale, à laquelle certaines d'entre elles étaient affiliées, subissait le contre-coup de cette organisation défectueuse. Aussi a-t-elle suivi, avec un vif intérêt, les suggestions émises en diverses régions pour faire disparaître les défauts des Caisses de compensation.

M. Guillin, ancien Directeur des Services agricoles du Puy-de-Dôme, a fait admettre en 1913, au Congrès de Clermont-Ferrand, un vœu préconisant la transformation des Caisses de Compensation, ou de Secours, en véritables Caisses de Réassurances, à primes variables et graduées, autrement dit, à primes proportionnelles aux risques couverts.

Dans le système de la Réassurance pure, les Caisses du deuxième et du troisième degré contribuent au règlement de tous les sinistres survenant dans les locales, pour une quote-part fixée à l'avance (40, 50, 60 %), moyennant encaissement préalable de 40, 50, 60 % des primes payées par les assurés.

Les trois éléments d'organisations mutualistes (locales, régionales, nationales) ont ainsi à supporter des risques exactement proportionnels aux cotisations; tous trois sont également intéressés à la bonne gestion de l'assurance, à une complète utilisation des dépouilles, à l'expertise scrupuleuse des sinistres. Avantage moral plus appréciable encore, les Caisses locales à faible mortalité (celles en particulier dont le taux de sinistre est inférieur à 1 %) ont intérêt à pratiquer la Réassurance, puisqu'elles reçoivent toujours, quelques minimales que soient les sinistres, un concours pécuniaire en rapport avec l'importance des risques réassurés.

Si un système aussi logique ne se généralise pas, cela tient surtout à ce que les locales craignent d'accroître leur responsabilité financière, et, comme conséquence naturelle, de rendre nécessaire l'élévation des primes.

En effet, beaucoup de locales préfèrent rester isolées, au risque d'être détruites à la première épizootie, plutôt que d'augmenter leur prime. En 1923, nous n'en trouvons que 3.092 réassurées sous le régime que nous venons d'exposer; sur 7.192 existantes. Et l'on a pourtant tout fait pour favoriser cette réassurance.

S'inspirant des vœux des Congrès Nationaux de la Mutualité, M. le Ministre de l'Agriculture, par une circulaire du 29 décembre 1920, a décidé qu'à partir de 1921, les Caisses locales désirant bénéficier des subventions de l'Etat devraient être réassurées. Dans sa séance du 8 décembre 1922, la Commission de Répartition des Subventions a adopté de nouveaux barèmes légèrement réduits pour les secours aux Sociétés locales. Cette diminution a pour objet de réserver des sommes suffisantes aux Caisses de réassurance en vue de leur permettre de constituer des réserves correspondantes à l'importance des risques qu'elles assurent en cas de mortalité exceptionnelle.

Visiblement, le législateur porte de plus en plus toute son attention sur la Caisse de Réassurance qui tend à devenir l'unité, tandis que la Caisse locale s'y noie peu à peu. En résumé, il se forme par le groupement des locales de grandes

sociétés d'assurances, pouvant garantir le risque Maladies Contagieuses, mais sociétés dont le succès peut être gêné par des statuts étroits ne leur permettant pas d'évoluer suivant les nécessités de l'expérience.

Mieux, prenons un exemple, et examinons le fonctionnement d'une de ces fédérations. Il s'agit de l'Union Fédérale de France, qui fonctionnait sous la forme d'une Société de Réassurance au premier degré, englobant des locales éparées sur tout le territoire. Elle groupait, en 1912, environ 420 sociétés locales, garantissant ensemble près de 59.000.000 de capitaux. Cette fédération réalisait, à notre avis, le type le plus parfait des associations de ce genre. Elle n'avait pas à craindre les risques des groupements régionaux, que semble redouter M. de Rocquigny, puisqu'il préconisait la nécessité pour les Sociétés Régionales de se réassurer à une Caisse Centrale. Cette fédération avait, en effet, ses risques répandus un peu partout. Chaque mutuelle couvrait en moyenne 140.000 francs de capital. Le contrôle réciproque était donc facile. La fédération laissait à chaque société sa vie propre, qu'elle contrôlait cependant.

Au 31 décembre 1912, 275 sociétés sur 419 avaient subi des pertes supérieures au maximum statutaire; 144 sociétés avaient donc obtenu des résultats favorables. La différence est si élevée que l'on se demande avec curiosité comment les bénéfices de ces 144 sociétés ont permis de compenser les pertes des 275 sociétés malheureuses, lesquelles pertes se sont élevées à 254.276 francs. Le compte rendu est muet sur ce point. Mais n'oublions pas que les subventions officielles étaient acquises. En 1908, sur 324 sociétés fédérées, 264 avaient dépassé le maximum statutaire.

Voyons maintenant quels taux de prime la Fédération avait perçus depuis sa fondation. Les frais généraux étant fixés statutairement, ne peuvent les influencer. Or, nous constatons que ces taux ont augmenté chaque année avec une régularité déconcertante. C'est donc le facteur sinistre seul qui fait augmenter les primes.

En 1902, la moyenne était de 1,41 %; et, en 1911, elle était de 2,73 %. En moins de dix ans, la moyenne des pertes est donc passée de 1,41 à 2,73 %. A partir de 1910, les sinistres ne sont payés intégralement que grâce aux réserves accumulées et formées par les subventions données par l'Etat. Et les rapports de cette époque avouent que, sans ces réserves et malgré l'application des maxima statutaires, la fédération aurait dû réduire ses indemnités de 10 à 15 %.

Si bien qu'à la fin de 1924, nous retrouvons « L'Union Fédérale de France » transformée en Société Mutuelle Directe à gestion privée. Et nous extrayons de son « Guide à l'usage des Agents » de 1923 ces deux passages caractéristiques :

« L'Union Fédérale a pratiqué pendant plus de vingt ans l'assurance Bétail par voie de fédération de caisses locales. Elle a donc été à même d'observer et de découvrir la pierre d'achoppement de ces organisations pourtant armées d'un tarif raisonnable. Elle a constaté que, bien que subventionnée pendant 12 ans par l'Etat, très peu de caisses auraient pu résister sans l'intervention d'une Fédération due à l'initiative privée, qui les a aidées à franchir le mauvais pas. »

Et plus loin, car la transformation n'est pas encore complètement terminée :

« L'Administration insiste sur le transfert des contrats des caisses fédérées à l'Action Directe en raison des frais importants nécessités par l'ancienne organisation qu'imposait au siècle social la gestion de plus de 400 comptabilités diverses, chaque caisse ayant son existence propre. Cette organisation, qui se justifiait autrefois par l'existence des subventions aux caisses locales, n'a plus sa raison d'être depuis que l'Etat a supprimé de son budget les subventions aux caisses fédérées par une société mutuelle privée. »

De la mauvaise fortune de l'Union Fédérale de France quand elle opérait par le système de Fédération de locales, on ne peut conclure à la faillite certaine de toutes les organisations similaires. On peut néanmoins en dégager la constatation suivante :

Du jour où elle est fédérée, la locale n'est plus strictement une locale et, par conséquent, elle n'en possède plus tous les avantages.

Isolée, elle ne peut espérer aucune subvention, et c'est chaque sociétaire qui paie les sinistres. Instinctivement, sans heurt ni discussion, on saura écarter tel mauvais risque, tel sinistre douteux, telle perte contraire aux statuts. On appliquera féroceement les conditions, car il faut réduire les cotisations au minimum.

Bien dirigée, la locale pourra vivre un certain temps, jusqu'à la première épidémie.

Par contre, on est exposé à constater les faits suivants :

En adhérant à la Fédération, la locale n'a plus qu'une liberté nominale. Elle perd la notion de sa propre responsabilité et ne retient qu'une chose : c'est la Fédération qui paie les sinistres. Chaque sociétaire part de cette idée que ce n'est plus seulement sa locale qui paie les indemnités, mais toutes les autres locales et l'Etat. Pour peu que quelques membres aient un tel état d'esprit, les sinistres sont tout de suite plus nombreux. D'autre part, le Conseil d'Administration d'une société fédérée, en vertu de ce qui précède, ne peut plus refuser facilement telle assurance douteuse. Et comme il lui est aussi bien plus difficile de refuser un sinistre litigieux, la locale marche rapidement vers le déficit.

Il est clair que si chaque société agit de même, l'équilibre est vite rompu. La locale est un état dans l'état et, si dure que soit la discipline, on ne pourra pas empêcher les conflits d'intérêts locaux. Si cette hypothèse se réalise, il en résulte qu'une locale libre est une organisation s'adaptant à la petite culture et pouvant, pendant un certain temps, avoir des résultats satisfaisants tandis qu'une locale fédérée peut former avec toutes les autres locales qui l'accompagnent dans la fédération une organisation qui a les inconvénients d'une société privée sans en avoir la liberté de contrôle et la liberté d'évolution.

---

## LES SOCIÉTÉS D'ASSURANCES CONTRE LA MORTALITÉ DU BÉTAIL

---

L'assurance contre la mortalité du bétail prospère aujourd'hui sous deux formes reconnues : la forme mutuelle et la forme commerciale. Ces deux systèmes ont beaucoup de points communs malgré la dissemblance fondamentale de leur constitution.

Théoriquement, les Mutuelles Privées, elles aussi, appliquent strictement le principe de la Mutualité. Elles ne visent à l'obtention d'aucun bénéfice, mais elles demandent un supplément de prime suffisant pour couvrir leurs frais de gestion.

Tandis que les Sociétés Anonymes fonctionnent grâce à un capital de garantie avancé par des actionnaires, d'où nécessité d'un excédent de recettes pour rétribuer ce capital.

Pratiquement, les Mutuelles Privées, pour vivre, doivent, comme les Sociétés Commerciales, réaliser des bénéfices, soit pour constituer le fond de réserve obligatoire, soit pour amortir le capital-obligations nécessaire pour faire face aux frais de premier établissement. De plus, le système de prime limitée et d'indemnité fixe qu'elles adoptent, tout comme les Compagnies, les oblige, encore comme celles-ci, pour parer aux aléas, à percevoir plus que moins.

D'ailleurs, nous verrons plus loin que cet impérieux besoin de faire de bonnes affaires, loin d'être une gêne a, au contraire, contribué puissamment à la solidité et à l'expansion de ces deux sortes de Sociétés si voisines quant à leur fonctionnement.

Jusqu'au 8 mars 1922, les Sociétés d'Assurances, autres que les mutuelles locales, fonctionnaient sous le régime du Décret du 22 Janvier 1868.

Or, comme le fait si justement remarquer M. César Ancey dans son étude du décret du 8 Mars 1922, qui remplaça le

décret du 22 Janvier 1868, celui-ci présentait de grands inconvénients pratiques.

Tout d'abord, les règles de constitution des Sociétés Mutuelles ne tenaient pas un compte suffisant des intérêts des assurés en ce qui concerne les chances de vitalité de l'entreprise. Trop souvent, des Sociétés avaient pu se constituer sans avoir, en elles, les conditions d'existence indispensables. Elles naissaient, végétaient et mouraient, laissant derrière elles des sinistres impayés, manquant ainsi à la confiance mise en elles par des assurés insuffisamment renseignés.

Le régime des Sociétés d'Assurances Mutuelles était aussi par trop différent de celui des Sociétés anonymes : celles-ci ayant la liberté de lier leurs assurés pour une période indéterminée, celles-là se voyant refuser le droit d'obliger leurs sociétaires à contracter pour plus de cinq années.

Les difficultés d'interprétation des textes étaient nombreuses. On bataillait autour de la question de savoir si les Sociétés d'Assurances Mutuelles avaient la personnalité civile reconnue aux Sociétés d'Assurances anonymes. On se demandait si des Sociétés d'Assurances Mutuelles avaient la possibilité de posséder des immeubles, d'émettre des obligations et quelles étaient, dans l'affirmative, les limites de leurs droits.

Il n'était pas jusqu'aux obligations des adhérents des Sociétés Mutuelles, vis-à-vis de leur Société, qui n'aient fait naître des controverses importantes, la limitation des obligations des mutualistes n'étant pas précisée d'une façon suffisante par le législateur. La rédaction des contrats eux-mêmes des Sociétés d'assurances manquait trop souvent de précision, au sujet des cotisations réclamées, les Sociétés se bornant à mentionner le fonds de prévoyance, fort différent du maximum de cotisation.

Certaines Sociétés ne craignaient pas de faire figurer dans leurs prospectus, sur leurs contrats, des réserves inexistantes. Aucune règle, non plus, n'était dressée pour la tenue des bilans.

Une réforme s'imposait; elle a été préparée par une Commission constituée au Ministère du Travail par arrêtés ministériels des 27 Mai, 29 Juillet et 22 Octobre 1920, dans laquelle étaient représentés les différents éléments dont les intérêts étaient en jeu : les Pouvoirs Publics, les assurés et les assureurs.

C'est grâce à tous ces concours, et sur l'avis du Conseil d'Etat, que le Président de la République a, le 8 Mars 1922, signé le Décret qui, maintenant, régit la constitution des Sociétés d'Assurances et leur fonctionnement.

On y trouve correction de tous les inconvénients qui viennent d'être signalés. Le Titre 1 du décret nouveau consacre le caractère de Sociétés Civiles des Sociétés d'Assurances Mutuelles. Il présente, en outre, l'avantage de reconnaître, de la manière la plus explicite, la personnalité morale de ces sociétés, qui a pu leur être contestée.

Mais, en même temps, le Décret a prévu, à la naissance de ces sociétés, diverses conditions nouvelles, imposées par la multiplicité et la complexité croissante des intérêts en jeu au cours de ces récentes années. C'est ainsi que le texte nouveau a rendu plus difficile leur constitution, a exigé certaines garanties susceptibles de leur assurer un minimum de vitalité et d'en écarter les spéculateurs qui pourraient être tentés de faire servir à la réalisation d'intérêts purement personnels et financiers, la Société créée sous le couvert de la mutualité ou de l'Assurance.

Les parts de fondateur sont supprimées, ainsi que la gestion forfaitaire des directeurs ou des sociétés créées à cet effet; le mode de rémunération qui consiste en un prélèvement sur les colisations de l'exercice est prohibé. Le nouveau Décret contient encore, dans cet ordre d'idées, des règles très sages quant à l'établissement des comptes annuels et quant à la constitution de certaines réserves, qui apparaissent comme indispensables à toutes entreprises ou Sociétés d'Assurances.

En même temps qu'il leur imposait ces règles nouvelles, le législateur a cru devoir, comme contre-partie, donner plus

de souplesse au fonctionnement des Sociétés Mutuelles, en les autorisant à modifier leurs statuts, sans pour cela que les sociétaires aient le droit de rompre leur engagement.

C'est également aux mêmes préoccupations que le législateur a obéi et c'est aussi en raison des garanties nouvelles données par lui aux assurés qu'il a permis dans le Titre III aux Sociétés d'Assurances Mutuelles de prolonger de 5 à 10 ans la période d'engagement ferme de leurs adhérents. Il le pouvait d'autant mieux qu'il limitait, de façon expresse, les obligations des assurés mutualistes, au maximum de cotisation inscrit dans la police.

Le législateur consacre ainsi la jurisprudence qui s'opposait à ce que l'adhérent fût rendu responsable, sans limitation, du passif de la Société à laquelle il avait adhéré.

Il y a dans toutes ces prescriptions des garanties solides pour les assurés et il est permis de s'étonner que les dispositions générales imposées, à juste raison, aux sociétés d'assurances mutuelles n'aient pas été étendues aux sociétés mutuelles agricoles. Celles-ci pouvant, en effet, se constituer dans la liberté la plus complète, sans la moindre garantie collective.

Les entreprises qui poursuivent un but semblable ne devraient-elles pas être soumises à un régime commun?

De sérieuses garanties ont été aussi demandées par le Décret du 8 Mars 1922 aux Sociétés Commerciales : Compagnies anonymes et sociétés en commandite par actions à primes fixes (Titre II).

Elles doivent avoir un capital social beaucoup plus élevé que celui qui était prévu par le précédent Décret. Elles sont soumises à la plupart des règles de fonctionnement jugées nécessaires pour les Sociétés Mutuelles : établissement du bilan, règles de l'évaluation de l'actif, commissions escomptées et frais de premier établissement, amortissement des réserves et enfin règles relatives aux déchéances, à la faculté de résiliation après sinistre. Ces extensions montrent bien l'évolution du droit qui tend à unifier de plus en plus les

divers organismes d'Assurance et rapproche, quant aux conditions de fonctionnement, les Mutuelles et les Sociétés Anonymes.

Nous trouvons encore dans le Titre III des dispositions communes aux Sociétés d'Assurances à Primes fixes et aux Sociétés d'Assurances Mutuelles, l'unification sur la base de 40 ans, généralement adoptée par les Sociétés Anonymes, de la durée des contrats des deux genres de Sociétés, a déjà été signalée. Le législateur marque aussi la possibilité de faire entrer dans une seule police, soit plusieurs risques différents, soit plusieurs assureurs.

De plus, le texte précise la façon dont doivent être placés les fonds disponibles des Sociétés, une part de l'actif jouissant toutefois d'une liberté absolue, afin de conserver au fonctionnement financier le plus de souplesse possible.

Enfin, le Titre IV, qui est le dernier mentionné, quelques dispositions transitoires, les Sociétés déjà existantes recevant un délai de deux ans pour modifier leurs statuts.

De l'examen du Décret du 8 Janvier 1922, on peut donc conclure que les assurés sont en possession, tant pour les Sociétés Mutuelles que pour les Sociétés Anonymes, de garanties sérieuses. Il reste à voir si les résultats pratiques obtenus confirment cette conclusion. Commençons par les Mutuelles qui sont à l'heure actuelle les plus nombreuses.

Les Sociétés qui nous occupent ont adopté pour la plupart le système de la prime limitée qui comporte, théoriquement, la variabilité de l'indemnité. En pratique, celle-ci ne varie presque jamais; aussi ces sociétés fonctionnent-elles avec une régularité dans l'expression du risque, qui les met sur un pivot d'égalité avec les sociétés commerciales. Que faut-il pour réaliser cela? Tout simplement avoir le courage de demander des primes suffisantes. Et les « assurables » voient sans doute là des avantages, puisque, ainsi qu'il est montré plus loin, les Mutuelles privées recrutent chaque année de nombreux adhérents.

Ici, la mutualité n'est plus le secours mutuel, mais une assurance, une garantie.

C'est la fixité de prime qui, jointe à la fixité de l'indemnité, a constitué l'un des principaux éléments de réussite des Mutuelles privées. Il faut encore y joindre une grosse notion de responsabilité. Ici tout le monde a intérêt à ce que les affaires marchent.

Il suffit pour s'en convaincre de remarquer la progression continue du portefeuille des assurances privées (voir tableau B).

Il est utile de remarquer tout d'abord une augmentation générale des valeurs assurées et du nombre des assurés pour toutes les sociétés sans exception.

Il se dégage de ces résultats une impression de stabilité et d'accroissement régulier et important que nous ne trouvons pas à l'examen des Mutuelles Locales même Fédérées.

La stabilité est traduite par l'absence de recul de quelque nature qu'il soit d'une année à la suivante; la simple inspection du tableau nous la montre. Il n'en est pas de même pour l'évaluation de l'importance des progrès réalisés dans le même laps de temps. Pour les mettre en évidence, il nous faut revenir quelques instants aux Mutuelles Locales.

Nous opposerons les opérations des Mutuelles Privées à celles des Mutuelles Locales Fédérées réassurées à la Caisse Nationale de Réassurances. Ce sont, en effet, ces dernières qui sont le prototype du système et celles qui, d'après les partisans des Mutuelles Locales, donnent les meilleurs résultats.

D'après le Rapport présenté au nom du Conseil d'Administration de la Caisse Nationale de Réassurances (1), les capitaux assurés par les locales affiliées étaient de 153.270.465 fr. à la fin de 1923. A la fin de 1924, ils étaient de 176.192.725 fr., soit une augmentation de 22.922.260 fr. Ce qui donne un accroissement d'environ 14 %.

L'augmentation de 59.846.280 francs des Mutuelles Privées (2) nous donne sensiblement 15 % pour la même période

---

(1) Annales de la Mutualité et de la Coopération Agricoles, Mai-Juin 1925, p. 172.

(2) Argus, Journal international des Assurances, 27 juillet 1924 - 9 Août 1925.

A première vue, la supériorité de ces dernières semble donc minimée. Elle est au contraire très importante, si l'on considère les sources de ces progrès.

La Caisse Nationale enregistre un progrès de 14 % par la simple affiliation dans le courant de 1924 de 4 Caisses Régionales réassurant 113 locales qui ont apporté pour la plus grande partie les 22.922.200 francs de valeurs qui constituent l'accroissement enregistré pendant l'année 1924. Tandis que les Mutuelles Privées ont vu leur capital assuré grossir de 15 % en recueillant leurs membres un à un. Ces constatations se passent de commentaires.

Il semble donc qu'on puisse constater que l'important gain de membres isolés obtenu par les Mutuelles Privées est une preuve de leur bon fonctionnement. Les adhésions individuelles nombreuses à chacune d'elles sont une manifestation indéniable du jugement favorable que les intéressés portent sur les Sociétés Privées d'Assurances Mutuelles contre la mortalité des chevaux et du bétail.

La forme anonyme commence à être employée pour les Assurances bétail, parce que les capitalistes n'ont plus les mêmes raisons les empêchant de créer des Sociétés mortalité. A présent, une Société bétail peut fonctionner sous la forme anonyme, car, du fait de l'absence des grandes épidémies, le risque n'est plus soumis à des fluctuations sensibles.

Mais les faits rendant pratiquement possible l'assurance contre la mortalité par des Sociétés anonymes sont tout récents. Aussi, leur nombre est-il encore fort restreint.

Il n'existe actuellement que trois Sociétés anonymes françaises spécialisées dans l'Assurance contre la mortalité des chevaux et du bétail.

Sans doute, ce nombre ne tardera-t-il pas à augmenter si nous en jugeons par les excellents résultats obtenus par les Sociétés actuelles.

Leur puissance d'attraction semble être encore plus grande que celle des Sociétés Mutuelles privées, car leurs progrès annuels sont plus importants et, pourtant, la commerciali-

sation de leurs buts en leur imposant des charges élevées a pour conséquence de les obliger à percevoir des taux de primes plus élevés.

Le système des Compagnies anonymes est bien fait, d'ailleurs, pour avoir la préférence de la clientèle qui réfléchit. Assurance certifiée certitude. Or, ici, tout est défini : chaque partie connaît la limite de ses engagements.

L'assureur est un marchand de sécurité. Celle-ci vaut ce que vaut la moralité du marchand et le prix qu'il demande.

Toutes les données du problème étant posées, la confiance comporte l'adhésion au contrat, même si celui-ci comporte une prime supérieure.

Faut-il conclure à la supériorité du système commercial et des Compagnies anonymes ?

Telle n'est pas notre pensée.

Que la Société soit Anonyme ou Mutuelle, elle est destinée en des mains inexpertes à toutes les vicissitudes qui conduisent à la liquidation ou à la faillite. Les deux formes bien conduites donnent des résultats. Le succès dépend de la juste prime demandée. Le risque est le même pour toutes les sociétés, et les animaux ne meurent pas plus vite dans une Société anonyme que dans une Mutuelle.

Le facteur « Frais généraux » pourrait intervenir en faveur des Mutuelles, mais dans la pratique ; il n'en est rien, car les Mutuelles recherchant les affaires, adoptent la méthode commerciale des Compagnies anonymes, et, de ce fait, ont les mêmes charges que ces dernières.

Si la Mutuelle, profitant du droit que lui donne l'art. 25 du décret du 8 Mars 1922, émet des obligations pour assurer sa trésorerie et son fonctionnement, sa situation sera plus obérée que celle d'une Société anonyme, car celle-ci ne donne un intérêt au capital que si elle réalise des bénéfices, et les emprunts obligataires supposent, par contre, un intérêt annuel garanti.

Et l'on peut dire qu'entre deux bonnes sociétés d'assurances, l'une Mutuelle, l'autre Anonyme, il n'y a depuis l'application du Décret de 1922 aucune différence.

La bonne Mutuelle fonctionne exactement comme la bonne Compagnie par actions, puisqu'elle travaille suivant les mêmes principes et certains ont même dit qu'elle en avait les avantages sans en avoir les inconvénients. On reproche, en effet, aux Sociétés anonymes la nécessité dans laquelle elles sont de faire des bénéfices pour servir des dividendes à leurs actionnaires.

Nous avons vu qu'entre deux Sociétés également sérieuses, Mutuelle et Anonyme, il n'y a aucune différence marquée de fonctionnement et ceci explique pourquoi l'on peut voir dans un supplément de frais un fait nuisible à la Compagnie par actions.

Mais le système de la Société anonyme n'est-il pas le meilleur moyen pour obtenir un contrôle rigoureux des opérations.

Il y a la police des actionnaires dont l'action est toujours fort heureuse pour la bonne marche de la Société. On opère une plus grande sélection des risques garantis. D'où priorité donnée aux assurés consciencieux qui seuls seront admis. D'où exclusion des autres qui seraient une charge et non une aide pour les précédents. On se montre équitable dans le règlement des sinistres afin de se concilier l'opinion de la clientèle, sans pour cela donner satisfaction à ceux qui voient dans l'Assurance de leurs animaux une source de bénéfices.

Car il ne faut pas oublier que, de toutes les Assurances, l'Assurance bétail est celle qui offre le plus de tentations. N'est-ce pas là d'ailleurs l'origine de la propre assurance?

La branche bétail est, croyons-nous, la seule où la raison dit de ne pas payer la totalité. De tout temps, le principe de la propre assurance fut appliqué. N'avons-nous pas vu que, chez les Hébreux, pour ne pas exciter la cupidité, on

remplaçait l'âne mort par un autre âne, que les Sagas d'Islande avaient une propre assurance de 50 %.

Il y a, en Assurance bétail, nécessité absolue d'intéresser le propriétaire à la conservation du risque.

Depuis les débuts les plus reculés de l'Assurance bétail, il est donc reconnu qu'elle prête à tromperies. Or, le but de l'Assurance n'est pas de favoriser l'éclosion des sinistres. Toute bonne organisation garantissant le risque mortalité des animaux devra donc avoir comme but primordial d'écarter les fraudeurs.

La Compagnie par actions en vue d'obtenir les profits indispensables à la marche d'une affaire normale doit obtenir une grande régularité de résultats. Elle est dans l'obligation de faire une plus grande sélection des risques et d'organiser un contrôle très sérieux, sous peine de ne pas réussir.

Il y a là des indications qui permettent de croire que, dans l'avenir, on assistera au phénomène qui a caractérisé l'évolution des autres branches d'assurances : la disparition de la plupart des Sociétés mutuelles et l'éclosion de sociétés nouvelles à forme commerciale.

Il est, en effet, curieux de constater que les entreprises d'assurances qui ont pris le plus grand développement sont des Compagnies anonymes.

En matière d'assurance bétail, celles-ci peuvent opérer avec une quasi certitude d'avoir des résultats réguliers. La dispersion de leurs risques sur tout le territoire constitue une réassurance naturelle qui les met, pratiquement, à l'abri des perturbations financières consécutives à une épizootie, car celle-ci serait rapidement jugulée et strictement limitée territorialement, de sorte que tous les risques ne seraient pas frappés à la fois.

### *Conclusion*

En résumé, le développement d'une assurance se faisant en raison directe de la bénignité du risque pour la collec-

tivité et de sa gravité pour l'individu, l'assurance contre la mortalité du bétail est devenue possible par suite de la disparition à peu près complète des grandes épidémies.

Les maladies contagieuses restent un danger grave pour chaque éleveur en particulier. La Mutuelle locale a paré à ce danger par la fédération ou la réassurance.

Les Mutuelles privées et les Sociétés anonymes ont écarté ce danger par la dispersion des risques, le volume important de leurs affaires et la constitution des réserves.

Les Mutuelles pourront donner une garantie satisfaisante si elles s'astreignent à des principes rigoureux et si elles se dégagent des influences politiques et des animosités de clochers. Mais, l'Etat, en décidant de n'accorder une subvention qu'à une seule Société par commune, n'a-t-il pas mis au sein des sociétés locales un élément de discorde?

Les Sociétés locales qui groupaient généralement des adhérents ayant des opinions politiques ou religieuses identiques, vont être composées, désormais, d'éléments opposés....

Les Mutuelles privées n'ont pas toujours le sentiment de leur devoir vis-à-vis d'elles-mêmes et le désir de grossir leur chiffre d'affaires les écarte souvent des règles de la prudence, circonstance qui est favorisée par l'absence de sanctions directes sur les intéressés.

Les Compagnies anonymes, par contre, doivent, comme les bons commerçants, réaliser des bénéfices et satisfaire leur clientèle. Ce double but provoque des initiatives et des efforts vers des progrès techniques qui portent en eux les germes du plus grand succès.

---

## ADDENDA

### LE ROLE DU VÉTÉRINAIRE EN ASSURANCE

#### CONTRE LA MORTALITÉ DU BÉTAIL

---

*Dans le malaise qui frappe tout le monde économique, la profession vétérinaire est une de celles qui sont le plus gravement atteintes. Le développement des moyens de transport mécaniques l'a frappée en diminuant ses recettes, d'une part, et en créant, d'autre part, un état d'esprit peu favorable à son recrutement.*

*L'inquiétude pèse sur le monde vétérinaire. On sent que la profession est à une phase critique de son développement. Des esprits éclairés scrutent l'avenir, cherchent à donner à l'exercice professionnel une orientation qui lui procurera les avantages légitimes auxquels il a droit. De nombreuses suggestions ont été faites et, naturellement, les Sociétés d'assurances contre la mortalité du bétail n'ont pas été les dernières à signaler que leurs opérations peuvent être une source de revenus importants; de nombreux vétérinaires sont ainsi devenus agents d'assurances.*

*Nous nous sommes demandé si le vétérinaire devait être un agent producteur des Compagnies d'assurances, ou simplement leur agent technique. Certes, du point de vue immédiatement utilitaire, le métier d'agent producteur est de beaucoup le plus intéressant; la production est largement rémunérée, et le vétérinaire est bien placé pour recueillir les affaires; mais l'assurance du bétail est réputée, à juste titre,*

comme de très difficile réalisation. L'ajustement de ses formules ne peut se faire sans provoquer des discussions de principe et d'intérêt, dans lesquelles le point de vue de l'assuré et celui de l'assureur sont nécessairement en opposition.

Le vétérinaire agent sera-t-il bien placé pour soutenir les intérêts de la Compagnie qu'il représente? Rien n'est plus difficile que de convaincre un assuré du bon droit de la Compagnie avec laquelle il est en conflit. Dans ce choc des intérêts, le vétérinaire ne risque-t-il pas, quelque parti qu'il prenne, d'avoir à subir le ressentiment de la partie dont il ne prendra pas la défense? Si les conflits se multiplient, les intérêts professionnels du vétérinaire ne seront-ils pas gravement atteints?

Certains diront que les situations de ce genre ne peuvent survenir qu'avec les Compagnies ou les Mutuelles à forme commerciale; mais l'expérience prouve que les Mutuelles locales, surtout quand elles sont fédérées ou réassurées, arrivent progressivement à subir les inconvénients qui frappent les compagnies commerciales, avec cette circonstance aggravante que l'intérêt n'étant pas pratiquement parmi leurs directives, il s'ensuit qu'elles ne peuvent se défendre utilement. Si l'assuré négligeait de faire soigner ses animaux dès l'apparition d'une maladie, le vétérinaire agent aura-t-il l'autorité suffisante pour provoquer les sanctions contractuelles? Dans l'affirmative, n'aura-t-il pas à redouter la sourde rancune de son client, qui l'accusera de faire cause commune avec la Compagnie qu'il représente, car il est dans la mentalité du cultivateur de croire que l'agent d'assurances n'est pas le représentant de la Compagnie, mais son agent à lui, assuré.

Si le vétérinaire agent ne provoque pas les sanctions légitimes, la Compagnie n'a-t-elle pas le droit, à juste titre, sur l'avis de ses conseillers technique, de mettre en doute sa bonne foi ou sa valeur professionnelle? La tâche du vétérinaire agent d'assurances sera donc toujours hérissée de difficultés, et seuls les vétérinaires qui jouissent d'une indépendance matérielle absolue pourront la mener à bien.

*Et si la Compagnie représentée est obligée, par suite d'une gestion malheureuse, de réduire ses indemnités de sinistres ou de refuser des dédommagements, en se basant sur la lettre du contrat, le vétérinaire agent ne ressentira-t-il pas, dans ses intérêts matériels, le contre-coup de cette défaillance, par la perte d'une partie de ses clients, qui auront recours à des confrères voisins? On voit que, si le vétérinaire agent d'assurances recueille, au début de son mandat, des avantages matériels importants, il risque ensuite d'avoir à supporter des ennuis, des embarras de toute nature, pendant l'exécution des polices.*

*Toutefois, loin de nous l'idée d'écarter la collaboration du vétérinaire dans l'action des Sociétés d'assurances contre la mortalité du bétail. Nous estimons, au contraire, que le vétérinaire doit être leur auxiliaire, mais au point de vue techniquement seulement. Expertise des animaux à la proposition de l'assurance, surveillance des risques et des malades, autopsies : telle doit être la mission du vétérinaire, et, ainsi comprise, ne sera-t-elle pas aussi rémunératrice que celle du vétérinaire agent producteur? Si, d'autre part, l'assureur poursuit auprès de ses assurés une propagande éducatrice, les résultats de celle-ci ne se manifesteront-ils pas par des soins mieux compris, par une confiance plus grande et l'intervention du vétérinaire qui, pour beaucoup de cultivateurs arriérés, est encore regardé comme un parasite du monde agricole.*

*Certains vétérinaires considèrent comme néfaste à leur profession le développement de l'assurance du bétail. Nous pensons, au contraire, que le développement de l'assurance avec la collaboration du vétérinaire, dans le sens que nous venons d'esquisser, ne peut avoir que d'heureux résultats. L'assurance avec ses sanctions réalisera peu à peu ce que les conseils les plus autorisés n'ont pu produire : faire oublier au paysan le chemin de la maison de l'empirique et lui apprendre à appeler le vétérinaire autrement qu'in extremis.*

*Le vétérinaire doit être l'agent technique des assureurs, et rien que cela. Confiné dans ce rôle, il acquerra l'estime*

*de l'assureur et de l'assuré. Il en recueillera des résultats importants, non seulement sous la forme d'honoraires qui lui seront payés par la Compagnie, mais encore par une augmentation importante du nombre de visites, car la Compagnie vigilante recommandera à sa clientèle de faire appeler le vétérinaire dès les premiers symptômes d'une maladie. Le vétérinaire deviendra ainsi, peu à peu, un auxiliaire permanent du cultivateur.*

Vu : Le Doyen,

Vu : Le Président,

H. ROGER.

BALTHAZARD.

*Vu et permis d'imprimer :*

Le Recteur de l'Académie de Paris,

P. LAPIE.

---

## Tableau A

(Extrait du Journal Officiel de la République Française du 7 juillet 1925)

### Sociétés d'Assurances mutuelles contre la mortalité du bétail

| Au 31 décembre | Nombre de sociétés | Nombre de membres | Valeur du capital assuré | Au 31 décembre | Nombre de sociétés | Nombre de membres | Valeur de capital assuré |
|----------------|--------------------|-------------------|--------------------------|----------------|--------------------|-------------------|--------------------------|
| 1897           | 1.469              | 87.072            | 59.168.334               | 1911           | 8.869              | 473.747           | 603.251.815              |
| 1898           | 1.578              | 94.546            | 62.449.260               | 1912           | 9.270              | 488.357           | 624.200.530              |
| 1899           | 1.917              | 117.292           | 86.724.510               | 1913           | 9.681              | 501.946           | 632.735.557              |
| 1900           | 2.264              | 135.817           | 106.807.194              | 1914           | 9.974              | 503.723           | 628.994.520              |
| 1901           | 2.646              | 155.496           | 129.773.807              | 1915           | 9.998              | 506.003           | 645.091.810              |
| 1902           | 3.102              | 178.920           | 158.999.934              | 1916           | 10.008             | 506.499           | 645.747.530              |
| 1903           | 3.811              | 209.490           | 194.031.403              | 1917           | 10.014             | 499.723           | 645.183.993              |
| 1904           | 4.824              | 275.576           | 278.960.543              | 1918           | 10.021             | 500.784           | 646.28.885               |
| 1905           | 5.765              | 318.146           | 330.545.429              | 1919           | 10.071             | 503.056           | 648.179.705              |
| 1906           | 6.422              | 346.901           | 372.815.500              | 1920           | 10.138             | 504.773           | 656.915.590              |
| 1907           | 6.982              | 389.478           | 417.477.023              | 1921           | 10.212             | »                 | »                        |
| 1908           | 7.569              | 403.984           | 471.311.340              | 1922           | 6.995              | 338.766           | 1.257.237.361            |
| 1909           | 8.044              | 424.633           | 513.532.254              | 1923           | 7.192              | 346.110           | 1.664.727.787            |
| 1910           | 8.320              | 456.561           | 557.887.608              |                |                    |                   |                          |

## Tableau B

(Extrait de l'Argus Journal international des Assurances du 27 juillet 1924)

### Sociétés Privées d'Assurances contre la mortalité du bétail

| Années         | Nombre d'assurés | Montant des valeurs assurées | Récettes   | Nombre de sinistres | Montant des indemnités payées | Réserves en fin d'année |
|----------------|------------------|------------------------------|------------|---------------------|-------------------------------|-------------------------|
| 1892           | 20.806           | 36.469.292                   | 1.245.078  | 2.995               | 838.552                       | 218.000                 |
| 1893           | 21.062           | 36.843.974                   | 1.303.064  | 3.282               | 904.805                       | 220.805                 |
| 1894           | 19.442           | 38.833.729                   | 1.290.990  | 2.892               | 868.724                       | 232.577                 |
| 1895           | 18.787           | 37.010.695                   | 1.259.443  | 2.508               | 804.204                       | 242.237                 |
| 1896           | 21.499           | 40.585.135                   | 1.402.804  | 3.001               | 914.178                       | 265.218                 |
| 1897           | 23.568           | 43.787.385                   | 1.348.555  | 3.480               | 1.086.474                     | 298.244                 |
| 1898           | 26.097           | 49.311.190                   | 1.564.758  | 3.882               | 1.280.446                     | 323.204                 |
| 1899           | 28.033           | 51.371.273                   | 1.658.412  | 3.986               | 1.392.052                     | 323.939                 |
| 1900           | 30.240           | 51.544.472                   | 1.761.953  | 3.884               | 1.433.309                     | 324.094                 |
| 1901           | 34.945           | 65.447.355                   | 2.224.308  | 4.336               | 1.818.792                     | 333.935                 |
| 1902           | 32.378           | 66.691.868                   | 2.327.538  | 4.029               | 1.857.095                     | 372.081                 |
| 1903           | 39.040           | 68.774.900                   | 2.398.272  | 4.219               | 1.901.386                     | 387.553                 |
| 1904           | 40.060           | 71.913.841                   | 2.560.975  | 4.591               | 2.112.309                     | 365.460                 |
| 1905           | 42.430           | 76.772.422                   | 2.690.904  | 4.991               | 2.264.849                     | 347.257                 |
| 1906           | 44.494           | 84.613.763                   | 2.918.776  | 5.866               | 2.537.040                     | 335.246                 |
| 1907           | 45.174           | 87.959.738                   | 3.044.323  | 5.662               | 2.934.228                     | 498.137                 |
| 1908           | 43.303           | 79.530.719                   | 2.875.254  | 4.773               | 2.649.145                     | 583.226                 |
| 1909           | 42.511           | 81.613.763                   | 3.033.290  | 4.743               | 2.659.786                     | 709.233                 |
| 1910           | 43.725           | 89.546.003                   | 3.381.359  | 5.408               | 3.104.258                     | 722.263                 |
| 1911           | 51.052           | 104.213.611                  | 4.008.550  | 6.660               | 3.236.488                     | 718.520                 |
| 1912           | 55.984           | 112.696.487                  | 4.208.374  | 5.507               | 3.093.944                     | 808.637                 |
| 1913           | 68.246           | 142.575.478                  | 5.161.572  | 5.763               | 3.512.670                     | 928.699                 |
| 1914-1919      | »                | »                            | »          | »                   | »                             | »                       |
| Pér. de guerre | »                | »                            | »          | »                   | »                             | »                       |
| 1920           | 70.255           | 343.073.723                  | 11.368.647 | 5.240               | 6.856.611                     | 3.738.654               |
| 1921           | 91.692           | 436.413.781                  | 16.693.474 | 6.700               | 11.295.639                    | 5.170.643               |
| 1922           | 88.861           | 430.732.056                  | 18.029.213 | 7.568               | 12.717.442                    | 4.909.405               |
| 1923           | 107.754          | 519.876.176                  | 21.078.953 | 7.700               | 14.333.077                    | 7.057.384               |

# BIBLIOGRAPHIE

---

C. ANCEY ET P. SICOT. — Guide théorique et pratique du décret du 8 Mars 1922.

PH. ASTRESSE. — Revue des assurances mutuelles 1<sup>er</sup> février 1906.

F. CRÉMONT. — La lutte contre la tuberculose bovine 1903.

ED. CUROT. — Assurance des chevaux contre les accidents et la Mortalité.

E. LESUEUR. — L'agriculture et les syndicats agricoles dans le département du Pas-de-Calais 1905.

L. MOULÉ. — Histoire de la médecine vétérinaire.

ED. NOCARD ET E. LECLAINCHE. — Des Maladies microbiennes des animaux domestiques 3<sup>e</sup> édition.

PANISSET. — Revue générale de médecine vétérinaire 15 juillet 1921 p. 409.

DE ROCQUIGNY. — L'Assurance Mutuelle du Bétail.

TOURNAN. — Rapports et Comptes-rendus des travaux du X<sup>e</sup> Congrès de la Mutualité et de la Coopération Agricoles (Niort 15-17 juin 1922) p. 237.

---

Statuts de la Caisse locale d'Assurances Mutuelles Agricoles contre la Mortalité du Bétail.

Statuts de la Caisse départementale de Réassurances mutuelles agricoles contre la mortalité du bétail.

Statuts de la Caisse Nationale de Réassurances des Mutuelles Agricoles incendie et bétail.

Annales de la Mutualité et de la Coopération Agricoles.

Rapports au Président de la République Française sur le fonctionnement des Sociétés d'Assurances Mutuelles Agricoles (1914-1919) 1920 - 1921 - 1922 - 1923.

Feuille d'informations du Ministre de l'Agriculture.

---

Revue de l'Institut International Agricole de Rome.

*L'Argus*, journal international des Assurances.

*La Prime*.

*La Semaine*.

---

## TABLE DES MATIÈRES

---

|                                                                                                                   |    |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| Préliminaires . . . . .                                                                                           | 5  |
| I. — Influences des Maladies Contagieuses sur l'Evolution<br>de l'Assurance contre la Mortalité du Bétail . . . . | 7  |
| Historique de l'Assurance . . . . .                                                                               | 9  |
| Causes ayant empêché le développement de l'Assurance . . . . .                                                    | 15 |
| Causes rendant possible l'Assurance . . . . .                                                                     | 21 |
| II. — Influence des Maladies Contagieuses sur la Forme de<br>l'Assurance contre la Mortalité du Bétail . . . . .  | 25 |
| Les Mutuelles Locales . . . . .                                                                                   | 27 |
| La Réassurance des Mutuelles Locales . . . . .                                                                    | 32 |
| Les Sociétés d'Assurance . . . . .                                                                                | 39 |
| Conclusion . . . . .                                                                                              | 48 |
| Le Rôle du Vétérinaire en Assurance contre la Mortali-<br>té du Bétail . . . . .                                  | 50 |
| Tableaux . . . . .                                                                                                | 54 |
| Bibliographie . . . . .                                                                                           | 55 |

---



